



BANQUE LAURENTIENNE

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

LE 9 DÉCEMBRE 2005

LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE UN REVENU NET DE 65,3 MILLIONS \$ POUR 2005, COMPARATIVEMENT À 39,9 MILLIONS \$ POUR 2004

Pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2005, la Banque Laurentienne a déclaré un revenu net de 65,3 millions \$, ou 2,26 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 39,9 millions \$, ou 1,33 \$ dilué par action ordinaire en 2004. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'élevait à 7,8 % en 2005, comparativement à 4,6 % en 2004. En 2005, le bénéfice découlant des activités poursuivies s'établissait à 55,6 millions \$, ou 1,85 \$ dilué par action ordinaire, en excluant un gain de 9,7 million \$ lié aux activités abandonnées consécutivement à la vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. Pour l'exercice financier 2004, le revenu net s'établissait à 35,9 millions \$, ou 0,97 \$ dilué par action ordinaire, en excluant l'impact de certains éléments significatifs décrits en page 4 du présent communiqué.

Pour le quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2005, la Banque a déclaré un revenu net de 21,6 millions \$, ou 0,79 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 7,1 millions \$, ou 0,17 \$ dilué par action ordinaire pour le quatrième trimestre 2004. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 10,6 % pour le quatrième trimestre 2005, comparativement à 2,4 % pour la même période en 2004. Pour le quatrième trimestre 2005, le bénéfice découlant des activités poursuivies s'élevait à 17,4 millions \$, ou 0,61 \$ dilué par action ordinaire.

Le président et chef de la direction de la Banque, M. Raymond McManus, a déclaré : « Je suis très satisfait des progrès que nous avons réalisés en 2005, particulièrement en ce qui concerne l'exécution de notre plan d'affaires et le développement de relations harmonieuses avec notre syndicat. Nous avons dépassé tous nos objectifs de revenus et nous avons réussi à accroître nos portefeuilles de prêts et de dépôts. Ces résultats témoignent de l'engagement et la détermination de tous nos employés. Nos objectifs pour l'année 2006 sont basés sur le maintien de notre momentum. Compte tenu des défis à relever dans le présent contexte économique et concurrentiel, nous devons toutefois continuer de concentrer nos énergies et nos ressources sur nos priorités. »

REVUE FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse sommaire des résultats d'exploitation et de la situation financière de la Banque pour le quatrième trimestre 2005, ainsi que pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2005, tels qu'ils apparaissent aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. Une analyse approfondie de la situation financière de la Banque et des résultats d'exploitation pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2005, par la direction, sera publiée lorsque les états financiers consolidés vérifiés, de même que le rapport annuel 2005, auront été finalisés.

L'analyse publiée dans le présent communiqué traite, d'une manière générale, du bénéfice découlant des activités poursuivies pour l'exercice financier 2005, excluant les retombées positives de la vente de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs.

Rendement 2005 et objectifs 2006

Le tableau ci-dessous présente sommairement les résultats de la Banque comparativement à ses objectifs pour l'exercice financier 2005. Tous ses objectifs ont été atteints, exception faite du ratio de capital total qui, néanmoins, demeure comparable à celui des autres banques canadiennes. Le tableau présente également les objectifs définis par la direction pour l'exercice financier 2006.

	Objectifs 2005	Rendement 2005	Objectifs 2006
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	4,5 % à 5,5 %	7,8 % [6,4 % découlant des activités poursuivies]	7 % à 8 %
Revenu net dilué par action	1,30 \$ à 1,60 \$	2,26 \$ [1,85 \$ découlant des activités poursuivies]	2,05 \$ à 2,35 \$
Revenu total	+ 4 % à 6 % [480 millions \$ à 490 millions \$]	+ 9 % 502 millions \$	+ 4 % à 6 % [522 millions \$ à 532 millions \$]
Ratio d'efficacité	79 % à 77,5 %	76,1 %	75 % à 73,5 %
Ratios de capital			
Première catégorie	minimum de 9,5 %	10,2 %	minimum de 9,5 %
Total	minimum de 13,0 %	12,3 %	minimum de 12,0 %
Qualité du crédit (pertes sur prêts en % de l'actif moyen)	0,25 % à 0,22 %	0,24 %	0,25 % à 0,22 %

La mise en œuvre en 2004 de stratégies particulières en matière de gestion de l'actif et du passif, conçues afin d'améliorer le revenu net d'intérêt, a contribué à l'atteinte des objectifs de revenus. En outre, la forte croissance des Services financiers aux particuliers et de B2B Trust, de même que les économies de coûts liées au réalignement de la structure de capital de la Banque, ont permis de dépasser les objectifs définis. La capacité de la Banque à assurer la croissance de ses portefeuilles de prêts, de même que les opérations sur les capitaux propres au cours de l'exercice financier 2005 ont cependant affecté le ratio de capital total. La direction considère que le niveau actuel de ce ratio est plus adéquat, compte tenu de l'équilibre entre le niveau des capitaux propres et la rentabilité, et elle a défini un objectif minimal de 12,0 % pour l'exercice financier 2006.

Analyse des résultats consolidés

Pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2005, la Banque Laurentienne a déclaré un revenu net de 65,3 millions \$, ou 2,26 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 39,9 millions \$, ou 1,33 \$ dilué par action ordinaire en 2004. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'élevait à 7,8 % en 2005, alors qu'il s'élevait à 4,6 % en 2004. Pour l'exercice financier 2005, les bénéfices découlant des activités poursuivies s'établissaient à 55,6 millions \$, ou 1,85 \$ dilué par action ordinaire, en excluant un revenu découlant des activités abandonnées de 9,7 millions \$. Pour l'exercice financier 2004, le revenu net s'établissait à 35,9 millions \$, ou 0,97 \$ dilué par action ordinaire, en excluant l'impact des éléments significatifs présentés en page 4.

D'un exercice financier à l'autre, les bénéfices découlant des activités poursuivies se sont améliorés de manière significative. Tel qu'il a été indiqué ci-dessus, cette amélioration est attribuable en grande partie aux stratégies plus rigoureuses de gestion de l'actif et du passif mises en œuvre depuis 2004, au réaligement de la structure de capital de la Banque, et à la croissance des portefeuilles de prêts. Les activités abandonnées liées à la vente de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. décrite ci-dessous, ont également contribué à l'augmentation globale du revenu net.

Pour le quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2005, la Banque a déclaré un revenu net de 21,6 millions \$, ou 0,79 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 7,1 millions \$, ou 0,17 \$ dilué par action ordinaire pour la même période en 2004. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'élevait à 10,6 % pour le quatrième trimestre 2005, comparativement à 2,4 % en 2004. Pour le quatrième trimestre 2005, le revenu découlant des activités poursuivies s'établissait à 17,4 millions \$, ou 0,61 \$ dilué par action ordinaire. Cette augmentation de la rentabilité, par rapport au quatrième trimestre 2004, est attribuable en grande partie aux éléments présentés ci-dessus ainsi qu'à une réduction de la charge d'impôts suite à des ajustements attribuables à des résultats positifs.

Activités abandonnées — Vente de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Le 31 décembre 2004, l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc., a acquis toutes les actions de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. détenues jusqu'alors par la Banque Laurentienne et La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque.

Tel qu'il a été déclaré lors des trimestres précédents, une partie du produit de cette vente était assujettie à des clauses de récupération, sur la base des ventes nettes annuelles de fonds communs de placement. Par conséquent, une part du gain réalisé grâce à cette vente, soit 26,2 millions \$, a été reportée. Étant donné qu'à la fin du mois de novembre 2005, les ventes nettes dépassaient largement l'exigence minimale de 50 millions \$, un gain de 5,2 millions \$ (4,4 millions \$ net des impôts sur le revenu) a été comptabilisé au quatrième trimestre. La note 2 des états financiers intermédiaires consolidés fournit tous les renseignements pertinents à cette transaction.

Le revenu total de la Banque s'établissait à 502,1 millions \$ en 2005, comparativement à 466,1 millions \$ en 2004. Alors que le résultat pour l'exercice financier 2005 peut, dans l'ensemble, être considéré comme représentatif des produits d'exploitation normaux, les résultats de l'exercice financier 2004 incluaient les retombées positives de la disposition d'actifs et d'autres opérations, tel qu'il est indiqué au tableau en page 4, y compris l'impact du

reclassement des paiements de dividendes pour les actions privilégiées de catégorie A, Série 7 et Série 8, en raison de l'application de la norme comptable révisée relative aux instruments financiers. La note 1 des états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés fournit de plus amples renseignements à ce sujet. En excluant ces éléments, le revenu total pour 2004 se serait établi à 461,1 millions \$, soit une augmentation d'environ 41,0 millions \$, ou 9 %, d'un exercice financier à l'autre.

Le revenu net d'intérêt s'est amélioré et s'établissait à 325,7 millions \$ en 2005, comparativement à 267,2 millions \$ en 2004, ou 275,7 millions \$ en excluant l'impact des éléments significatifs décrits ci-dessous. Cette amélioration est principalement attribuable aux stratégies plus rigoureuses de gestion de l'actif et du passif poursuivies en 2005, au réalignement de la structure de capital de la Banque et au reclassement des dividendes en 2004. La marge nette d'intérêt s'est améliorée, passant de 1,64 % en 2004 à 1,99 % en 2005.

ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS AYANT UN IMPACT SUR LES RÉSULTATS DE 2004

(en millions de dollars, à l'exception des montants par action)		Éléments, avant impôts sur le revenu	Éléments, net des impôts sur le revenu	Dilué par action ordinaire
		[favorable (défavorable) en 2004]		
Éléments affectant le revenu net d'intérêt				
Frais d'intérêt consécutifs au reclassement des dividendes et de la prime de remboursement payée pour le rachat des actions privilégiées de catégorie A, Série 7 et Série 8, y compris le chevauchement des paiements de dividendes				
	T1/2/3	(7,4) \$	(7,6) \$	(0,32) \$
Coûts associés au remboursement des débentures Série 7				
	T3	(1,1)	(0,7)	(0,03)
		(8,5)	(8,3)	(0,35)
Éléments affectant les autres revenus				
Vente du portefeuille de prêts Visa de l'Ontario et de l'Ouest canadien				
	T2	4,4	3,8	0,16
Vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit, et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement				
	T3	5,6	4,6	0,20
Révision des provisions liées aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien vendues au cours du quatrième trimestre 2003				
	T3	3,5	2,4	0,10
		13,5	10,8	0,46
Éléments affectant les impôts sur le revenu				
Augmentation de l'actif d'impôts futurs découlant de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario, net de la part des actionnaires sans contrôle				
	T1		1,5	0,06
			1,5	0,06
Impact sur le revenu net			4,0 \$	0,17 \$
Impact du reclassement des dividendes pour les actions privilégiées de catégorie A, Série 7 et Série 8				
	T1/2		3,9	0,17
Dividende partiel pour les actions privilégiées de catégorie A, Série 10				
	T3		0,5	0,02
Impact sur le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires			8,4 \$	0,36 \$

Les autres revenus s'élevaient à 176,4 millions \$ en 2005, comparativement à 198,9 millions \$ en 2004. En excluant l'impact de la vente d'actifs en 2004, les autres revenus se seraient établis à 185,4 millions \$. La baisse nette de 9,0 millions \$ enregistrée en 2005 est principalement attribuable à une diminution des revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers, à la suite de changements de stratégie de gestion des liquidités, destinés à réduire la volatilité associée à ces revenus et à améliorer la marge nette d'intérêt, ainsi qu'à l'évolution dans le marché des capitaux et dans la réglementation. Toutefois, cette diminution a été contrebalancée en partie par une augmentation des revenus de titrisation compte tenu de la croissance des portefeuilles de prêts au cours de l'exercice financier 2005.

Le revenu total pour le quatrième trimestre 2005 s'établissait à 133,8 millions \$, comparativement à 108,9 millions \$ pour le quatrième trimestre 2004. Cette amélioration est principalement attribuable à l'augmentation du revenu net d'intérêt ainsi que des revenus additionnels découlant des activités de titrisation, de trésorerie et de marchés financiers.

La provision pour pertes sur prêts s'établissait à 40,0 millions \$ en 2005, soit au même niveau qu'en 2004. La provision pour 2004 incluait toutefois l'impact positif d'un renversement de la provision générale de 12,0 millions \$. Le niveau de pertes sur prêts, soit 0,24 % de l'actif moyen, correspond aux objectifs définis au début de l'exercice financier. Pour le quatrième trimestre 2005, la provision pour pertes sur prêts s'est élevée à 11,8 millions \$, comparativement à 8,9 millions \$ pour la même période en 2004 et à 9,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2005. L'augmentation des pertes sur prêts, liée à un portefeuille particulier de marges de crédit personnelles, de même que des prêts particuliers dans les portefeuilles commerciaux, a eu un impact sur la provision pour pertes sur prêts.

La qualité du crédit est demeurée relativement stable tout au long de l'exercice financier 2005, les prêts douteux bruts passant de 127,0 millions \$ en 2004 à 120,9 millions \$ en 2005, soit une amélioration de 5 %. Au 31 octobre 2005, les prêts douteux nets s'élevaient à (8,9) millions \$, ou (0,1) % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente, alors qu'au 31 octobre 2004, ils s'élevaient à (13,0) millions \$, ou (0,1) % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente. La provision générale est demeurée inchangée au cours de l'exercice financier 2005, s'établissant à 65,3 millions \$. La note 3 des états financiers intermédiaires consolidés fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

Les frais autres que d'intérêt s'élevaient à 382,0 millions \$ en 2005, alors qu'ils s'élevaient à 369,7 millions \$ en 2004. Le ratio d'efficacité s'est amélioré, s'établissant à 76,1 % en 2005, comparativement à 79,3 % en 2004. Ce résultat est principalement attribuable à l'augmentation des revenus. Les dépenses ont augmenté, en raison principalement de l'augmentation des coûts de la rémunération incitative, ce qui reflète l'amélioration des revenus et de la rentabilité, et ainsi qu'en raison de l'augmentation des frais de technologie. Les autres dépenses sont demeurées stables et s'élevaient approximativement à 82 millions \$; une augmentation des dépenses en matière de marketing et de développement des affaires a été contrebalancée par une réduction des honoraires professionnels et des taxes.

Pour le quatrième trimestre 2005, les frais autres que d'intérêt s'élevaient à 99,0 millions \$, comparativement à 91,3 millions \$ pour le quatrième trimestre 2004. Cette augmentation, d'un exercice financier à l'autre, est principalement attribuable à l'augmentation des salaires

et des avantages sociaux des employés, liés à la rémunération incitative, ainsi qu'à l'augmentation des frais de technologie.

Les impôts sur le revenu pour l'exercice financier 2005 s'établissaient à 24,5 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 30,6 %, comparativement à un taux d'imposition effectif de 25,9 % pour l'exercice financier 2004. Le taux d'imposition moins élevé, en 2004, résulte des diverses dispositions d'actifs ainsi que de l'ajustement des actifs d'impôts futurs à la suite de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario.

Pour le quatrième trimestre 2005, les impôts sur le revenu s'établissaient à 5,6 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 24,5 %, et incluaient l'impact des ajustements en fin d'exercice financier de l'ordre de 1,7 million \$ attribuables à certaines initiatives mises en œuvre au cours du trimestre afin d'optimiser la situation fiscale de la Banque, ainsi qu'aux résultats positifs de ce même trimestre.

L'actif au bilan s'élevait à 16,5 milliards \$ au 31 octobre 2005, un niveau relativement semblable à celui établi au 31 octobre 2004. Le niveau de liquidités était légèrement moins élevé, en partie en raison des nouvelles stratégies d'investissement et de gestion du capital, ainsi que du remboursement de débetures.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires a augmenté de 5 % et s'élevait à 12,0 milliards \$, au 31 octobre 2005, comparativement à 11,4 milliards \$ au 31 octobre 2004. Ce résultat est principalement attribuable à la solide performance des secteurs d'activité Services financiers aux particuliers et B2B Trust.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels, y compris les prêts au bilan et les prêts titrisés, ont augmenté de 8 %, ou 470 millions \$, entre le 31 octobre 2004 et le 31 octobre 2005. La persistance de conditions favorables dans l'économie en général et dans le marché immobilier en particulier s'est encore avérée un facteur clé dans le succès de la Banque à augmenter ses portefeuilles, et ce, malgré une vive concurrence. Les prêts à l'investissement, y compris les prêts REER et les prêts sur fonds communs de placement, ont augmenté de 12 % et s'élevaient à 1 280 millions \$, grâce à l'amélioration des conditions de marché dans le domaine des fonds communs de placement et à l'offre de produits innovateurs conçus pour répondre aux besoins des clients.

Portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels

(en millions de dollars)	Au 31 octobre	
	2005	2004
Prêts hypothécaires résidentiels, tels que présentés au bilan	5 807 \$	5 509 \$
Prêts titrisés	654	482
Total des prêts hypothécaires résidentiels, incluant les prêts titrisés	6 461 \$	5 991 \$

Le total des dépôts des particuliers a légèrement augmenté et s'établissait à 10,6 milliards \$ au 31 octobre 2005, comparativement à 10,5 milliards \$ au 31 octobre 2004. Cette augmentation de 121 millions \$ est essentiellement attribuable aux Services financiers aux particuliers. Les dépôts d'entreprises et les autres dépôts ont augmenté de 27 %, soit de 665 millions \$ depuis le 31 octobre 2004. Cette croissance des dépôts a permis de financer

les activités de prêt. Au 31 octobre 2005, les dépôts de particuliers représentaient 77 % du total des dépôts, comparativement à 81 % au 31 octobre 2004.

Le capital total de la Banque, constitué des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de débentures subordonnées, s'élevait à 1 063 millions \$ au 31 octobre 2005, comparativement à 1 137 millions \$ au 31 octobre 2004, soit une baisse de 74 millions \$. Cette variation découle essentiellement du rachat des débentures Série 8 restantes pour un montant de 50,5 millions \$, au cours du premier trimestre 2005, et des débentures Série 6 pour un montant de 50 millions \$, au cours du quatrième trimestre 2005. L'augmentation des bénéfices non répartis a permis de contrebalancer partiellement ces opérations.

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont augmenté et s'élevaient à 703 millions \$ au 31 octobre 2005, comparativement à 677 millions \$ au 31 octobre 2004. Au 31 octobre 2005, 23 556 545 actions ordinaires étaient en circulation et la valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque avait augmenté, passant de 28,78 \$ au 31 octobre 2004 à 29,85 \$ au 31 octobre 2005.

Le ratio BRI de capital de première catégorie s'établissait à 10,2 % au 31 octobre 2005, soit une légère baisse par rapport au 31 octobre 2004 alors qu'il s'établissait à 10,5 %. Cette diminution est principalement attribuable à la croissance des portefeuilles de prêts. Le ratio BRI de capital total a diminué à 12,3 %, alors qu'il s'établissait à 14,0 % au 31 octobre 2004, un résultat attribuable au rachat de débentures et à l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques. Ces ratios se comparent néanmoins avantageusement aux ratios des autres banques canadiennes. Le ratio des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires (soit les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels) sur l'actif pondéré en fonction des risques est demeuré relativement stable par rapport à l'exercice financier 2004 et s'établissait à 7,5 % au 31 octobre 2005.

Au cours de sa réunion tenue le 9 décembre 2005, le conseil d'administration a annoncé le paiement d'un dividende de 0,29 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} février 2006 aux actionnaires inscrits en date du 4 janvier 2006. En outre, au cours de sa réunion tenue le 3 novembre 2005, le conseil d'administration a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées, payables le 15 décembre 2005 aux actionnaires inscrits en date du 9 décembre 2005.

L'actif administré s'établissait à 13,8 milliards \$ au 31 octobre 2005, comparativement à 14,9 milliards \$ au 31 octobre 2004. L'actif administré a connu une baisse au cours de l'exercice financier 2005, un résultat attribuable essentiellement à la vente de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. au cours du premier trimestre.

INFORMATION SECTORIELLE

Tous les secteurs d'activité ont contribué de manière positive au rendement de la Banque pour l'exercice financier 2005. Le secteur Autres a enregistré l'amélioration la plus remarquable, son revenu net d'intérêt augmentant de plus de 36 millions \$. En outre, l'impact de la vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., présentée comme élément des activités abandonnées, a généré une augmentation significative du revenu net du secteur Autres ainsi que des Services financiers aux particuliers.

La croissance de 5 %, ou 492 millions \$, des portefeuilles de prêts moyens des Services financiers aux particuliers et de B2B Trust témoigne de la pertinence de la mise en œuvre du plan d'affaires de la Banque. Elle a également généré des retombées positives en ce qui concerne les contributions de ces secteurs d'activité. La contribution des Services financiers aux entreprises a diminué en raison de la baisse des volumes de prêts. Valeurs mobilières Banque Laurentienne, pour sa part, a vu sa contribution diminuer légèrement, un résultat attribuable principalement aux coûts reliés au développement de sa force de vente au cours de l'exercice financier.

Contributions au revenu net

(en millions de dollars)	Services financiers aux particuliers	Services financiers aux entreprises	B2B Trust	Valeurs mobilières Banque Laurentienne	Autres	Total
2005	29,8 [25,4 découlant des activités poursuivies]	21,6	16,3	3,4	(5,8) [(11,1 découlant des activités poursuivies)]	65,3 [55,6 découlant des activités poursuivies]
2004	22,2	24,4	12,5 ^[note 1]	4,3	(23,5)	39,9
T4-2005	11,9 [7,5 découlant des activités poursuivies]	4,1	4,4	1,1	0,1 [0,3 découlant des activités poursuivies]	21,6 [17,4 découlant des activités poursuivies]
T3-2005	6,3	5,5	4,3	0,6	(0,9)	15,8
T4-2004	3,9	7,0	3,4	1,3	(8,5)	7,1

(1) Sur la base d'une participation de 77 %, avant la privatisation de B2B Trust au mois de juin 2004.

Services financiers aux particuliers

La contribution des Services financiers aux particuliers aux résultats consolidés de la Banque pour l'exercice financier 2005 s'est améliorée et s'établissait à 29,8 millions \$, ou 25,4 millions \$, en excluant la part de 5,2 millions \$ (4,4 millions \$ net des impôts sur le revenu) du gain réalisé grâce à la vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., comparativement à 22,2 millions \$ en 2004. Les résultats pour l'exercice financier 2004 incluait une partie des gains réalisés grâce à la vente d'un portefeuille Visa et des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit ainsi qu'à la cession de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement, soit un montant total de 3,1 millions \$, net des impôts sur le revenu.

Cette amélioration sur le plan des résultats est principalement attribuable à la hausse du revenu net d'intérêt et des autres revenus, suite à l'augmentation de 5 %, ou 370 millions \$, des volumes moyens de prêts par rapport à l'exercice 2004. Les pertes sur prêts ont légèrement augmenté et s'établissaient à 20,7 millions \$, comparativement à 19,7 millions \$ en 2004. Les dépenses ont augmenté de 12,2 millions \$, principalement en raison de l'augmentation des salaires et des avantages sociaux.

Pour le quatrième trimestre 2005, le revenu net s'est amélioré et s'élevait à 11,9 millions \$, ou 7,5 millions \$ découlant des activités poursuivies, comparativement à 3,9 millions \$ pour le quatrième trimestre 2004. Cette amélioration est en grande partie attribuable aux facteurs déjà identifiés ci-dessus, ainsi qu'au gain de 4,4 millions \$ réalisé grâce à la vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Au cours du quatrième trimestre 2005, le nouveau programme *Complicité* a été lancé. Il a été conçu spécifiquement pour les membres de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ). Il représente une excellente occasion de développement pour les Services financiers aux particuliers. Le programme *Complicité* est présentement disponible dans toutes les succursales de la Banque Laurentienne, exclusivement à l'intention des 550 000 membres de la FTQ et de leurs familles. Dès le mois de mars 2005, la Banque et la FTQ ont entrepris de travailler en étroite collaboration afin d'élaborer un programme de produits et services bancaires qui puisse répondre aux besoins et aux attentes des membres de la centrale syndicale. Cette innovation a été rendue possible grâce au solide partenariat entre la Banque et la Fédération représentant ses employés syndiqués.

Au cours de l'exercice financier 2005, six nouvelles boutiques de services financiers ont ouvert leurs portes dans quelques-uns des marchés en plus forte croissance au Québec. À ce jour, les opérations de ces boutiques ont répondu aux attentes. Outre son projet d'ouvrir trois nouvelles boutiques en 2006, la Banque poursuit son programme de rénovations là où, dans certains cas, le concept de boutiques de services financiers sera implanté. À la fin de l'année 2005, près de 20 % de toutes les succursales, principalement celles situées sur l'île de Montréal, auront ainsi été rénovées.

Il y a déjà plusieurs mois, la Banque a mis en œuvre plusieurs initiatives conçues pour assurer sa croissance au Québec. Tirant parti de la mise en service de son entrepôt de données, la Banque a déployé son système d'intelligence d'affaires et son logiciel de gestion de campagnes, rehaussant ainsi ses capacités de faire des ventes croisées auprès de ses clients.

Services financiers aux entreprises

Pour l'exercice financier 2005, la contribution des Services financiers aux entreprises au revenu net consolidé de la Banque s'est établie à 21,6 millions \$, comparativement à 24,4 millions \$ en 2004. Ce secteur d'activité a continué à produire des résultats relativement constants tout au long de l'exercice financier. Cependant, la baisse des volumes moyens de prêts a freiné la production de revenus. Par ailleurs, la diminution des pertes sur prêts au cours de l'exercice financier 2005, comparativement à l'exercice financier 2004, a contribué au maintien de la rentabilité du secteur et elle représente un bon indicateur de la qualité globale du crédit de ses portefeuilles.

Pour le quatrième trimestre 2005, les résultats s'établissaient à 4,1 millions \$, comparativement à 7,0 millions \$ pour le quatrième trimestre 2004. L'augmentation des pertes sur prêts et des frais autres que d'intérêt, reliés aux coûts de la rémunération incitative, constitue le principal facteur dont l'impact s'est fait sentir sur les résultats pour l'exercice financier 2005.

De nouveaux prêts dans le marché des petites et moyennes entreprises, au Québec et en Ontario, ainsi que dans le secteur agricole, ont généré une certaine croissance au cours des derniers trimestres, et ce, malgré une vive concurrence. Les Services financiers aux

entreprises poursuivent de manière soutenue leurs stratégies à l'égard de ces marchés où ils estiment pouvoir être effectivement compétitifs. Le financement immobilier a continué à profiter de la vigueur de ce marché au Canada et maintenu sa rentabilité, entre autres parce que les pertes sur prêts ont été limitées et les volumes de prêts sont demeurés relativement stables tout au long de l'exercice financier 2005. Par ailleurs, la réduction des volumes de prêts corporatifs, consécutive au réalignement de la politique de prêts de la Banque en 2003, est maintenant complétée en grande partie.

B2B Trust

La contribution de B2B Trust au revenu net de la Banque s'est améliorée de 30 % et s'établissait à 16,3 millions \$ pour l'exercice financier 2005, comparativement à 12,5 millions \$ en 2004. Cette augmentation, d'un exercice financier à l'autre, est liée à l'augmentation du revenu net d'intérêt, elle-même attribuable à l'augmentation des volumes de prêts, contrebalancée en partie par une augmentation des pertes sur prêts liées à un portefeuille spécifique de lignes de crédit et des frais autres que d'intérêt. Les résultats pour l'exercice financier 2004 incluent un ajustement de la part des actionnaires sans contrôle, d'un montant de 1,9 million \$, antérieur à la privatisation de B2B Trust survenue au mois de juin 2004.

Pour le quatrième trimestre 2005, le revenu net s'établissait à 4,4 millions \$, soit une augmentation de 1,0 million \$ d'un exercice financier à l'autre. Le revenu total a augmenté, s'établissant à 17,7 millions \$, comparativement à 15,5 millions \$ pour le quatrième trimestre 2004. Les frais autres que d'intérêt s'élevaient à 9,4 millions \$, comparativement à 8,8 millions \$ pour la même période en 2004, une hausse attribuable principalement à l'augmentation des salaires et des honoraires professionnels.

La solide performance de B2B Trust s'est poursuivie au quatrième trimestre 2005, alors que les volumes moyens de prêts ont connu une augmentation de 8 % par rapport à la même période en 2004. B2B Trust confirme ainsi, une fois de plus, sa position de chef de file dans les domaines des prêts à l'investissement, des prêts REER et des programmes bancaires offerts aux conseillers financiers, grâce à plus de 40 alliances de distribution actives, dont quatre nouvelles en 2005.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne

Valeurs mobilières Banque Laurentienne (un secteur d'activité identifié auparavant comme Gestion du patrimoine et Courtage) a déclaré un revenu net de 3,4 millions \$ pour l'exercice financier 2005, comparativement à 4,3 millions \$ pour l'exercice financier 2004. En excluant les opérations de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. (incluses dans les résultats de ce secteur d'activité avant la vente), cette baisse de rentabilité est principalement attribuable à l'augmentation des dépenses à la suite de l'engagement de plus de 25 nouveaux courtiers et employés de soutien au cours de l'exercice financier 2005. Les revenus des activités de courtage sont demeurés relativement inchangés et s'élevaient à 21,6 millions \$ (en excluant 1,0 million \$ relié aux opérations de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. vendue au mois de décembre 2004), comparativement à 21,7 millions \$ (en excluant 5,6 millions \$ lié aux opérations de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.) pour l'exercice financier 2004. Par ailleurs, l'actif de courtage sous gestion a augmenté de plus de 17 %, soit de 233 millions \$, depuis le début de l'exercice financier 2005.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne a ouvert deux nouveaux bureaux au cours de l'exercice 2005, l'un à Sainte-Thérèse en banlieue de Montréal et l'autre à Longueuil.

L'ouverture de ces bureaux, conjuguée au recrutement actif réalisé au cours de la dernière année, améliore la position de Valeurs mobilières Banque Laurentienne pour poursuivre sa croissance au cours de l'exercice financier 2006.

Secteur Autres

Pour l'exercice financier 2005, le secteur Autres a déclaré une contribution de (5,8) millions \$, ou (11,1) millions \$ découlant des activités poursuivies, comparativement à (23,5) millions \$ pour l'exercice financier 2004. Les résultats pour 2004 incluent des gains réalisés grâce à la vente de certains actifs, ainsi que d'autres ajustements positifs d'un montant de 7,7 millions \$ (net des impôts sur le revenu), et des frais de 8,3 millions \$ liés au dividende et au rachat des actions privilégiées de catégorie A, Série 7 et Série 8, et au remboursement des débetures Série 7. En excluant l'impact de ces éléments sur les résultats pour l'exercice financier 2004, le revenu net du secteur Autres a connu une importante amélioration grâce à une gestion de l'actif et du passif plus rigoureuse, contrebalancée en partie par la baisse des bénéfices découlant des activités de trésorerie et de marchés financiers.

Les résultats du secteur Autres pour le quatrième trimestre 2005 s'élevaient à 0,1 million \$, ou 0,3 million \$ découlant des activités poursuivies, comparativement à (8,5) millions \$ pour le quatrième trimestre 2004. Cette augmentation est principalement attribuable à l'amélioration du revenu net d'intérêt et des revenus découlant des activités de trésorerie et de marchés financiers qui avaient été particulièrement faibles au cours de l'exercice 2004 pour ce trimestre.

À propos de la Banque Laurentienne

Fondée en 1846, la Banque Laurentienne se classe au septième rang des banques à charte canadienne (Annexe I) avec un actif de plus de 16 milliards \$ et un actif administré de près de 14 milliards \$. Elle répond à l'ensemble des besoins bancaires et financiers des particuliers, des petites et moyennes entreprises et des conseillers financiers indépendants, grâce à une gamme complète de produits hautement concurrentiels et à un service personnalisé de qualité supérieure. Les actions ordinaires de la Banque (symbole de l'action : LB) se transigent à la Bourse de Toronto.

Revenu net, excluant les éléments significatifs

Afin de faciliter l'analyse de ce document, le revenu net a été présenté en excluant parfois les éléments significatifs. De l'avis de la direction, ces éléments exclus devraient être pris en considération de manière distincte dans l'analyse du rendement de la Banque. Le revenu net, excluant les éléments significatifs, n'est pas établi conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, et pourrait ne pas être comparable au revenu net d'une autre entreprise.

Régie d'entreprise

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque Laurentienne ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui. Les contrôles et procédures de communication adoptées par la Banque permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires soient fidèlement présentés.

Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels

Le présent communiqué et les renseignements connexes peuvent contenir des énoncés prévisionnels, y compris des énoncés relatifs aux affaires et au rendement financier escompté de la Banque Laurentienne. Ces énoncés prévisionnels sont assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent varier des résultats envisagés dans les énoncés prévisionnels. De telles variations peuvent être attribuables à divers facteurs dont, entre autres, l'activité des marchés financiers, des changements des politiques monétaires, fiscales et économiques des gouvernements, des variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, des développements de nature législative et réglementaire, la concurrence, les cotes de crédit, la rareté de main-d'œuvre et les changements technologiques. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des énoncés prévisionnels pour prendre des décisions devraient soigneusement tenir compte des facteurs identifiés ci-dessus ainsi que d'autres incertitudes, et ne devraient pas accorder une confiance indue à de tels énoncés prévisionnels. La Banque Laurentienne ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, oraux ou écrits, émis par elle-même ou en son nom.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra le 9 décembre 2005, à compter de 14 h 00, heure de l'Est. Un numéro de téléphone sans frais — 1-866-898-9626 — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

En mode différé, l'enregistrement de cette conférence téléphonique est disponible en tout temps de 18 h 00, le 9 décembre 2005, à minuit, le 16 décembre 2005, au numéro 1-800-408-3053, code 3165736#.

Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Web de la Banque — www.banquelaurentienne.ca — à la section Relations avec les investisseurs.

Ce site Web offre également de l'information financière additionnelle.

— 30 —

Chef de la direction financière : Robert Cardinal (514) 284-4500 poste 7535

Relations médias : Gladys Caron (514) 284-4500 poste 7511
tél. cell. (514) 893-3963

Points saillants financiers

En millions de dollars, sauf les données par action (non vérifiés)				Pour les exercices terminés les		Variation en pourcentage
	T4-05	T4-04	Variation en pourcentage	31 octobre 2005	31 octobre 2004 ⁽¹⁾	
Résultats						
Revenu net	21,6 \$	7,1 \$	204,2 %	65,3 \$	39,9 \$	63,7 %
Revenu découlant des activités poursuivies	17,4 \$	7,1 \$	145,1 %	55,6 \$	39,9 \$	39,3 %
Revenu net attribuable						
aux actionnaires ordinaires	18,6 \$	4,1 \$	353,7 %	53,3 \$	31,3 \$	70,3 %
Rendement des capitaux propres						
attribuables aux actionnaires ordinaires	10,6 %	2,4 %		7,8 %	4,6 %	
Par action ordinaire						
Revenu net dilué	0,79 \$	0,17 \$	364,7 %	2,26 \$	1,33 \$	69,9 %
Revenu dilué découlant des activités poursuivies	0,61 \$	0,17 \$	258,8 %	1,85 \$	1,33 \$	39,1 %
Dividendes	0,29 \$	0,29 \$	- %	1,16 \$	1,16 \$	- %
Valeur comptable				29,85 \$	28,78 \$	3,7 %
Cours de l'action - clôture				30,35 \$	25,45 \$	19,3 %
Situation financière						
Actif au bilan				16 507 \$	16 607 \$	(0,6) %
Actif administré				13 766 \$	14 878 \$	(7,5) %
Prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente, montant net				12 374 \$	12 434 \$	(0,5) %
Dépôts de particuliers				10 575 \$	10 454 \$	1,2 %
Capitaux propres et débetures				1 063 \$	1 137 \$	(6,5) %
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				23 557	23 511	0,2 %
Prêts douteux nets (en % des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente)				(0,1) %	(0,1) %	
Actif pondéré en fonction des risques				8 523 \$	7 986 \$	6,7 %
Ratio de capital						
Première catégorie - BRI				10,2 %	10,5 %	
Capital total - BRI				12,3 %	14,0 %	
Ratio actif / fonds propres				15,8 x	15,0 x	
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques				7,5 %	7,6 %	
RATIOS FINANCIERS						
Par action ordinaire						
Ratio cours / bénéfice				13,4 x	19,1 x	
Valeur au marché / valeur comptable				102 %	88 %	
Dividende par action / valeur au marché	3,82 %	4,56 %		3,82 %	4,56 %	
Ratio du dividende versé	36,8 %	167,6 %		51,2 %	87,1 %	
En pourcentage de l'actif moyen						
Revenu net d'intérêt	2,06 %	1,71 %		1,99 %	1,64 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,28 %	0,22 %		0,24 %	0,24 %	
Revenu net	0,52 %	0,17 %		0,40 %	0,24 %	
Revenu net attribuable						
aux actionnaires ordinaires	0,45 %	0,10 %		0,33 %	0,19 %	
Rentabilité						
Autres revenus (en % du revenu total)	36,2 %	35,7 %		35,1 %	42,7 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt en % du revenu total)	74,0 %	83,8 %		76,1 %	79,3 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS						
Nombre d'employés en équivalent temps plein				3 180	3 125	
Nombre de succursales				157	153	
Nombre de guichets automatiques				313	293	

⁽¹⁾ Redressés, voir la note 1 aux états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des résultats

En milliers de dollars, sauf les données par action (non vérifié)	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les exercices terminés les	
	31 octobre 2005	31 juillet 2005	31 octobre 2004	31 octobre 2005	31 octobre 2004
	Redressés (note 1)				
Revenu d'intérêt					
Prêts	174 932 \$	173 359 \$	169 487 \$	682 591 \$	690 789 \$
Valeurs mobilières	14 710	13 744	14 521	59 744	57 546
Dépôts à d'autres institutions financières	2 341	1 967	2 145	7 864	9 807
	191 983	189 070	186 153	750 199	758 142
Frais d'intérêt					
Dépôts et autres éléments de passif	102 802	99 655	109 785	408 309	455 950
Débitures subordonnées (note 5)	3 769	3 935	6 336	16 199	27 184
Passif lié aux actions privilégiées (note 1)	-	-	-	-	7 814
	106 571	103 590	116 121	424 508	490 948
Revenu net d'intérêt	85 412	85 480	70 032	325 691	267 194
Provision pour pertes sur prêts (note 3)	11 750	9 750	8 888	40 000	40 000
	73 662	75 730	61 144	285 691	227 194
Autres revenus					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	22 689	22 784	22 063	89 164	89 183
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	4 805	5 637	789	16 223	30 620
Activités de courtage	5 603	4 734	5 060	20 167	20 223
Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement	2 335	2 165	3 182	9 570	12 886
Revenus de régimes enregistrés autogérés	3 008	2 839	2 979	11 830	12 241
Revenus d'assurance	2 510	1 515	1 504	7 687	6 061
Revenus de titrisation (note 4)	4 852	3 032	266	11 664	4 437
Gain sur cessions	-	-	-	-	13 517
Autres	2 598	2 925	3 048	10 066	9 781
	48 400	45 631	38 891	176 371	198 949
	122 062	121 361	100 035	462 062	426 143
Frais autres que d'intérêt					
Salaires et avantages sociaux	51 091	50 618	44 617	192 163	182 929
Frais de locaux et technologie	27 518	26 467	26 301	107 559	104 682
Autres (note 8)	20 401	21 409	20 369	82 229	82 108
	99 010	98 494	91 287	381 951	369 719
Revenu découlant des activités poursuivies avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	23 052	22 867	8 748	80 111	56 424
Impôts sur le revenu (note 1)	5 642	7 660	1 618	24 488	14 637
Revenu découlant des activités poursuivies avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	17 410	15 207	7 130	55 623	41 787
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	-	-	-	-	1 916
Revenu découlant des activités poursuivies	17 410	15 207	7 130	55 623	39 871
Revenu découlant des activités abandonnées, net des impôts sur le revenu (note 2)	4 149	600	-	9 659	-
Revenu net	21 559 \$	15 807 \$	7 130 \$	65 282 \$	39 871 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents (note 1)	2 998	2 998	3 062	12 030	8 606
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	18 561 \$	12 809 \$	4 068 \$	53 252 \$	31 265 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)					
de base	23 546	23 532	23 511	23 525	23 485
dilué	23 586	23 557	23 539	23 552	23 521
Revenu par action ordinaire découlant des activités poursuivies					
de base	0,61 \$	0,52 \$	0,17 \$	1,85 \$	1,33 \$
dilué	0,61 \$	0,52 \$	0,17 \$	1,85 \$	1,33 \$
Revenu net par action ordinaire					
de base	0,79 \$	0,54 \$	0,17 \$	2,26 \$	1,33 \$
dilué	0,79 \$	0,54 \$	0,17 \$	2,26 \$	1,33 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés Intermédiaires.

Bilan consolidé

En milliers de dollars (non vérifié)	31 octobre 2005	31 octobre 2004
ACTIF		
Liquidités		
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	57 737 \$	47 681 \$
Dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	259 791	280 751
	317 528	328 432
Valeurs mobilières		
Portefeuille de placement	1 911 819	2 007 471
Portefeuille de négociation	1 028 587	995 004
	2 940 406	3 002 475
Actifs achetés en vertu d'ententes de revente	508 073	1 133 920
Prêts (notes 3 et 4)		
Personnels	3 907 320	3 638 991
Hypothécaires résidentiels	5 806 853	5 509 022
Hypothécaires commerciaux	595 946	604 085
Commerciaux et autres	1 539 893	1 542 760
	11 850 012	11 294 858
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(129 806)	(140 042)
	11 720 206	11 154 816
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	145 629	144 830
Immobilisations	93 793	94 490
Montants se rapportant aux instruments financiers dérivés	143 453	201 717
Écarts d'acquisition	53 790	54 029
Autres actifs incorporels	16 547	18 897
Autres éléments d'actif	567 559	473 870
	1 020 771	987 833
	16 506 984 \$	16 607 476 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	10 575 416 \$	10 454 368 \$
Entreprises et autres	3 121 522	2 456 672
	13 696 938	12 911 040
Autres		
Engagements afférents à des actifs vendus à découvert	726 063	1 495 574
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	60 065	15 907
Acceptations	145 629	144 830
Montants se rapportant aux instruments financiers dérivés	105 326	189 489
Autres éléments de passif	709 723	713 359
	1 746 806	2 559 159
Débiteures subordonnées (note 5)	150 000	250 525
Capitaux propres		
Actions privilégiées (notes 1 et 6)	210 000	210 000
Actions ordinaires (note 6)	249 633	248 593
Surplus d'apport (note 6)	73	-
Bénéfices non répartis (note 1)	454 124	428 159
Actions de trésorerie (note 6)	(590)	-
	913 240	886 752
	16 506 984 \$	16 607 476 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la variation des capitaux propres

En milliers de dollars (non vérifié)	Pour les exercices terminés les	
	31 octobre 2005	31 octobre 2004
		Redressés (note 1)
Actions privilégiées (notes 1 et 6)		
Solde au début de l'exercice et tel que publié antérieurement	210 000 \$	200 000 \$
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable sur la présentation du passif et des capitaux propres	-	(100 000)
Solde redressé au début de l'exercice	210 000	100 000
Émission au cours de l'exercice	-	110 000
Solde redressé à la fin de l'exercice	210 000	210 000
Actions ordinaires (note 6)		
Solde au début de l'exercice	248 593	246 813
Émissions au cours de l'exercice	1 040	1 780
Solde à la fin de l'exercice	249 633	248 593
Surplus d'apport (note 6)		
Solde au début de l'exercice	-	-
Rémunération à base d'actions	73	-
Solde à la fin de l'exercice	73	-
Bénéfices non répartis (note 1)		
Solde au début de l'exercice	428 159	426 500
Revenu net	65 282	39 871
Dividendes		
Actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents	(12 030)	(8 606)
Actions ordinaires	(27 287)	(27 248)
Frais d'émission d'actions privilégiées, nets des impôts sur le revenu	-	(2 358)
Solde à la fin de l'exercice	454 124	428 159
Actions de trésorerie (note 6)		
Solde au début de l'exercice	-	-
Acquisition	(590)	-
Solde à la fin de l'exercice	(590)	-
Capitaux propres	913 240 \$	886 752 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

En milliers de dollars (non vérifié)	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les exercices terminés les	
	31 octobre 2005	31 juillet 2005	31 octobre 2004	31 octobre 2005	31 octobre 2004
					Redressés (note 1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Revenu net	21 559 \$	15 807 \$	7 130 \$	65 282 \$	39 871 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets :					
Provision pour pertes sur prêts	11 750	9 750	8 888	40 000	40 000
Gains sur les activités de titrisation (note 4)	(4 222)	(2 326)	-	(8 995)	(1 437)
Pertes nettes sur disposition d'immobilisations	948	353	175	1 312	408
Gain net résultant des activités abandonnées (note 2)	(4 771)	(903)	-	(10 595)	-
Gain sur cessions	-	-	-	-	(13 517)
Perte nette (gain net) sur disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	1 210	(1 626)	(190)	(2 019)	(13 832)
Impôts futurs	3 124	3 527	(521)	9 869	(3 304)
Amortissements	7 105	6 928	8 331	29 707	35 755
Variation des valeurs mobilières détenues aux fins de négociation	47 901	108 580	(28 813)	(18 431)	21 319
Variation des intérêts courus à recevoir	(4 703)	12 038	(2 611)	(5 460)	11 345
Variation de l'actif se rapportant aux instruments financiers dérivés	39 628	(10 550)	(26 071)	58 264	(109 445)
Variation des intérêts courus à payer	200	5 135	(7 079)	(45 086)	(11 085)
Variation du passif se rapportant aux instruments financiers dérivés	(38 136)	(3 153)	45 614	(84 163)	94 797
Autres, net	(23 235)	6 191	113 371	(69 668)	123 890
	58 358	149 751	118 224	(39 983)	214 765
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	435 047	108 960	63 332	785 898	(381 909)
Variation des engagements afférents à des actifs vendus à découvert	(26 057)	(235 018)	211 937	(769 511)	525 911
Variation des engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	19 190	(437 869)	(448 825)	44 158	(157 339)
Rachat de débentures subordonnées (note 5)	(50 000)	-	(49 723)	(100 525)	(149 723)
Rachat d'actions privilégiées (note 1)	-	-	-	-	(100 000)
Émission d'actions privilégiées, nette des frais d'émission	-	-	(94)	-	106 588
Émissions d'actions ordinaires, nettes des frais d'émission	443	597	138	1 040	1 780
Acquisition d'actions de trésorerie	(590)	-	-	(590)	-
Dividendes, y compris les impôts sur le revenu y afférents	(9 821)	(9 825)	(9 880)	(39 317)	(36 614)
	368 212	(573 155)	(233 115)	(78 847)	(191 306)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Flux de trésorerie nets résultant de la cession des activités abandonnées (note 2)	5 040	-	-	45 670	-
Flux de trésorerie nets résultant de la cession d'actifs	-	-	-	-	38 069
Contrepartie versée lors de la privatisation d'une filiale	-	-	245	-	(60 225)
Variation des dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	134 351	(198 760)	276 228	20 960	387 401
Variation des valeurs mobilières détenues aux fins de placement					
Acquisitions	(7 019 676)	(5 664 151)	(8 443 069)	(26 117 606)	(28 052 727)
Produit de disposition et échéances	6 553 923	6 326 776	8 554 425	26 189 909	28 113 641
Variation des prêts	(194 680)	(331 340)	(124 927)	(948 243)	(338 789)
Variation des actifs achetés en vertu d'ententes de revente	(75 738)	217 469	46 065	625 847	(251 884)
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires (note 4)	179 621	100 228	-	341 408	149 072
Acquisitions d'immobilisations	(11 158)	(7 007)	(5 533)	(29 165)	(18 017)
Produit de disposition d'immobilisations	5	40	17	106	2 909
	(428 312)	443 255	303 451	128 886	(30 550)
Variation des espèces et quasi-espèces	(1 742)	19 851	188 560	10 056	(7 091)
Espèces et quasi-espèces en début de période	59 479	39 628	(140 879)	47 681	54 772
Espèces et quasi-espèces en fin de période	57 737 \$	59 479 \$	47 681 \$	57 737 \$	47 681 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :					
Intérêts versés au cours de la période	100 876 \$	98 977 \$	104 578 \$	475 255 \$	476 965 \$
Impôts sur le revenu payés au cours de la période	5 686 \$	(1 157) \$	3 751 \$	31 640 \$	23 373 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non vérifiées)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Laurentienne ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément à la *Loi sur les banques* qui prévoit que, sauf spécification contraire du surintendant des institutions financières du Canada, les états financiers consolidés intermédiaires soient dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, y compris les traitements comptables prescrits par le surintendant, sont identiques à ceux utilisés aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2004, à l'exception de ce qui est mentionné ci-dessous. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Par contre, ces états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 octobre 2004. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

En septembre 2004, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié la version révisée de la note d'orientation en comptabilité n° 15 (NOC-15), « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables ». La NOC-15 fournit des directives sur l'application des principes de consolidation à certaines entités sur lesquelles le contrôle s'exerce autrement que par l'exercice des droits de vote. En vertu de cette nouvelle norme, la Banque doit consolider ces entités si elle en est le principal bénéficiaire, c'est-à-dire si, en raison de ses investissements ou de ses liens avec ces dernières, elle risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou a la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus. Lorsque la Banque détient un droit variable significatif dans une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) qu'elle n'a pas consolidée, certaines informations portant sur la nature, l'objet, la taille et les activités de l'EDDV doivent également être fournies. Le 1^{er} novembre 2004, la Banque a adopté cette note d'orientation de façon rétroactive sans retraitement des montants correspondants. Les principales incidences sont détaillées ci-après.

Conduits de titrisation

La Banque titre ses propres actifs par l'intermédiaire de conduits de titrisation à vendeur exclusif et de conduits de titrisation à vendeur multiple, qui sont normalement considérés comme étant des EDDV. Au 1^{er} novembre 2004, la Banque a consolidé un de ces conduits dont l'actif total était d'environ 109 900 000 \$. Au cours du premier trimestre, ce conduit a été converti en une structure d'accueil admissible et celui-ci, conséquemment, a été déconsolidé. Ces opérations n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires.

Les autres conduits n'ont pas été consolidés en vertu de la NOC-15, parce que le degré de participation de la Banque, par rapport aux autres détenteurs de droits variables de l'EDDV est tel que la Banque n'assume pas la plus grande part des pertes prévues.

La note 5 aux états financiers consolidés annuels en date du 31 octobre 2004 présente de plus amples détails relativement à ces entités.

Fonds communs de placement

Par l'entremise de sa participation dans la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., la Banque était le promoteur de fonds communs de placement qui rencontraient les critères d'une EDDV avec des actifs totalisant 910 200 000 \$ au 1^{er} novembre 2004. La coentreprise de la Banque percevait des honoraires, essentiellement basés sur la valeur de l'actif sous gestion, relativement à la gestion et l'administration de ces fonds. Cette coentreprise a été vendue le 31 décembre 2004 (voir note 2). La Banque détient également des unités relatives aux investissements sous forme de mise de fonds initiales pour certains fonds totalisant 14 899 000 \$ au 31 octobre 2005. Selon l'analyse effectuée, la Banque n'est pas le principal bénéficiaire de ces entités puisque la variabilité des différents droits variables que la Banque détient n'est pas importante par rapport au risque assumé par les autres investisseurs ou bénéficiaires. Par conséquent, ces entités n'ont pas été consolidées.

Autres entités

La Banque agit également comme fiduciaire d'un certain nombre de fiducies personnelles, ce pour quoi elle perçoit des honoraires. Selon les analyses effectuées, la Banque n'est pas le principal bénéficiaire de ces entités puisque la variabilité des honoraires perçus n'est pas importante par rapport au risque assumé par les bénéficiaires. Par conséquent, ces entités n'ont pas été consolidées.

Présentation du passif et des capitaux propres

En janvier 2004, l'ICCA a publié des révisions au chapitre 3860 intitulé « Instruments financiers – information à fournir et présentation », en vue d'exiger que les obligations pouvant être réglées, au gré de l'émetteur, au moyen d'un nombre variable de ses propres instruments de capitaux propres, à des conditions potentiellement désavantageuses, soient présentées comme des passifs. Les versements de dividendes sur ces actions seront désormais présentés comme des intérêts débiteurs à l'état des résultats. Les recommandations révisées s'appliquent de façon rétroactive, avec retraitement des montants correspondants.

L'application de cette norme révisée, en date du 1^{er} novembre 2004, n'a pas eu d'incidence sur le passif et les capitaux propres de la Banque puisque les titres émis et en circulation, en date du 1^{er} novembre 2004, répondaient aux exigences de présentation à titre de capitaux propres. Par contre, les chiffres comparatifs relativement aux actions privilégiées de séries 7 et 8 au montant total de 100 000 000 \$ ayant été rachetées en juin 2004 ont été retraités. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004, les dividendes et la prime sur le rachat relatifs à ces instruments, qui étaient auparavant inscrits à l'état consolidé de la variation des capitaux propres au montant de 7 900 000 \$ y compris les impôts afférents, ont été reclassés à l'état consolidé intermédiaire des résultats sous la rubrique Frais d'intérêt au montant de 7 814 000 \$ et Impôts sur le revenu au montant de 86 000 \$. Ce retraitement n'a pas eu d'incidence sur le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires ni sur le revenu net par action.

Modifications de conventions comptables à venir

Instruments financiers

Le 1^{er} avril 2005, l'ICCA a publié trois normes comptables intitulées « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation », « Couvertures » et « Résultat étendu ». Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour la Banque le 1^{er} novembre 2006. L'incidence de ces normes sur les états financiers de la Banque ne peut être déterminée puisqu'elle dépend des positions et des stratégies de couverture de la Banque ainsi que de la volatilité des marchés au moment de l'application de ces normes.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Tous les actifs et passifs financiers seront comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé, à l'exception des prêts et créances, des titres destinés à être détenus jusqu'à l'échéance et des passifs financiers non détenus à des fins de négociation qui seront comptabilisés au coût non amorti. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les actifs et les passifs financiers qui sont détenus aux fins de négociation seront constatés immédiatement à l'état consolidé des résultats. Pour leurs parts, les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation, après quoi ils seront constatés à l'état consolidé des résultats. Tous les instruments financiers dérivés seront présentés à la juste valeur au bilan consolidé.

Couvertures

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, les dérivés détenus aux fins de couverture seront inscrits à la juste valeur et les variations de la juste valeur seront comptabilisées à l'état consolidé des résultats. Les variations de juste valeur des éléments couverts attribuables au risque couvert seront aussi comptabilisés à l'état consolidé des résultats moyennant un ajustement correspondant de la valeur comptable des éléments couverts constatés au bilan consolidé. Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur d'un instrument financier dérivé sera inscrite dans les autres éléments du résultat étendu. Ces éléments seront reclassés à l'état consolidé des résultats au cours des périodes où les flux de trésorerie de l'élément couvert auront un effet sur les résultats. De même, lorsqu'une relation de couverture présente une inefficacité, celle-ci sera constatée à l'état consolidé des résultats.

Résultat étendu

Les autres éléments du résultat étendu seront présentés au bilan consolidé sous une rubrique distincte des capitaux propres.

2. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Cession de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Le 31 décembre 2004, la Banque a complété l'acquisition de la participation de 49,9% de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. qui était détenue par La Compagnie financière Edmond de Rothschild Banque (LCFER) pour un montant de 23 397 000 \$, sujet à certains ajustements post-clôture. Subséquemment, le 31 décembre 2004, Industrielle Alliance, Assurances et services financiers inc. (Industrielle Alliance) a acquis la totalité des actions de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. de la Banque. Le prix de vente net, réglé en espèces, s'élevait à 67 795 000 \$, sur la base des actifs sous gestion au 31 décembre 2004. Ce prix de vente est assujéti à certaines clauses de récupération qui totalisaient initialement 26 930 000 \$, basées sur les ventes nettes de fonds communs de placement au cours des six prochaines années se terminant le 31 décembre 2010 et du solde des fonds institutionnels sous gestion au 31 décembre 2005. Par conséquent, un gain initial avant impôt de 9 777 000 \$ (8 139 000 \$, net des impôts afférents) a été reconnu à titre de revenus découlant des activités abandonnées, net des frais de transaction estimés à 2 261 000 \$ et un montant de 26 217 000 \$ a été comptabilisé à titre de gain reporté. De plus, la Banque, Industrielle Alliance et BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., ont conclu une entente de distribution de 10 ans. En vertu de cette entente, la Banque distribuera auprès de ses clients la famille de Fonds R acquise par l'Industrielle Alliance, de même que les fonds communs de placement de cette dernière. La Banque continuera à recevoir les commissions associées à la distribution de ces fonds, selon des modalités équivalentes à celles ayant cours dans l'industrie.

En vertu d'une clause de récupération, la Banque doit rembourser à Industrielle Alliance un montant de 5 183 000 \$ annuellement, au cours des cinq années suivant la cession, advenant que les ventes nettes annuelles de fonds communs de placement n'atteignent pas 50 000 000 \$. Le produit de disposition relatif au niveau de vente de la première année a été constaté aux résultats au terme de l'exercice courant, compte tenu des ventes nettes au 31 octobre 2005, par rapport au niveau des ventes devant être atteint au 31 décembre 2005. La portion résiduelle du prix de vente ayant été reportée sera constatée aux résultats au cours des quatre prochaines années lorsque les conditions de vente nette seront considérées comme étant atteintes. À la fin de la période de six ans se terminant le 31 décembre 2010, si les ventes nettes cumulatives de fonds communs de placement atteignaient 290 000 000 \$, les montants qui auraient été remis à Industrielle Alliance en vertu de cette clause de récupération seraient remboursés à la Banque. Un paiement final de 8 300 000 \$ serait par ailleurs versé à la Banque au terme des cinq premières années de l'entente si les ventes nettes cumulatives de fonds communs de placement atteignaient 350 000 000 \$; compte tenu de cette prime, le prix de vente total relatif à la cession serait porté à 76 095 000 \$. Le gain relatif à ce paiement final sera reconnu aux résultats lorsque les conditions seront considérées comme étant atteintes.

En vertu d'une clause distincte de récupération, la Banque pourrait rembourser jusqu'à 1 015 000 \$ à Industrielle Alliance en fonction de la rétention des actifs sous gestion institutionnels au cours de la période de douze mois se terminant le 31 décembre 2005. La Banque a reporté un revenu de 300 000 \$ relativement à cette clause.

La Banque détient également des investissements sous forme de mises de fonds initiales dans des fonds communs de placement qui étaient comptabilisés au coût. Puisque la Banque n'est plus impliquée dans la gestion des fonds communs de placement, il a été convenu que ces investissements allaient être vendus. Afin de comptabiliser les investissements à leur juste valeur, un montant initial de 4 400 000 \$ a été imputé au revenu découlant des activités abandonnées. Au cours de l'exercice, la Banque a comptabilisé un revenu de 35 000 \$ (24 000 \$, net des impôts afférents) afin de constater les gains nets réalisés et non réalisés liés à ces investissements. Au cours du quatrième trimestre, une perte de 412 000 \$ (273 000 \$, nette des impôts afférents) a été constatée.

Les résultats afférents à ces éléments ont été présentés au titre des activités abandonnées. Le gain initial, de même que les variations de valeurs des investissements sous forme de fonds initiales dans des fonds communs de placement ont été attribués au secteur Autres, alors que le gain relatif aux clauses de récupération a été attribué au secteur Services financiers aux particuliers.

Sommaire de la transaction

En milliers de dollars

Produit de disposition, net	67 795 \$
Moins : Revenu reporté en vertu des clauses de récupération	26 217
Actif net cédé, incluant le montant lié à l'achat des actions de LCFER ⁽¹⁾	29 540
	12 038
Frais associés à la transaction	2 261
Gain avant les éléments suivants	9 777
Réduction de valeur initiale d'investissements sous forme de mises de fonds initiales dans des fonds communs de placement	(4 400)
Gain net avant impôts sur le revenu	5 377
Impôts sur le revenu	164
Gain net après impôts sur le revenu	5 213
Revenu constaté relativement aux clauses de récupération (5 183 \$ avant impôts sur le revenu)	4 422
Variation de valeur subséquente d'investissements sous forme de mises de fonds initiales dans des fonds communs de placement et autres, net des impôts sur le revenu (35 \$ avant impôts sur le revenu)	24
Revenu découlant des activités abandonnées, net des impôts sur le revenu	9 659 \$

⁽¹⁾ L'actif net cédé consiste principalement en un écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels liés à la participation acquise de LCFER, ainsi qu'à de l'encaisse au montant de 1 507 000 \$.

Les résultats d'exploitation et la situation financière liés à ces opérations, inclus dans les états financiers intermédiaires consolidés ci-joints, sont présentés ci-après. Ces activités sont présentées dans le secteur Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

Les résultats liés à ces opérations, inclus aux états consolidés des résultats dans les Revenus découlant des activités poursuivies, se détaillent comme suit:

En milliers de dollars	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les exercices terminés les	
	31 octobre 2005	31 juillet 2005	31 octobre 2004	31 octobre 2005	31 octobre 2004
Autres revenus	-	-	1 446 \$	1 036 \$	5 629 \$
Revenu net (perte nette)	-	-	(7) \$	29 \$	204 \$

Les actifs détenus à des fins de vente et les passifs liés à ces actifs se détaillent comme suit:

En milliers de dollars	31 octobre 2005	31 octobre 2004
Actif total	14 899 \$	34 245 \$
Passif total	-	1 528 \$

3. PRÊTS

A) PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

Au 31 octobre 2005					
En milliers de dollars	Montant brut		Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
	Montant brut des prêts	des prêts douteux			
Prêts personnels	3 907 320 \$	16 919 \$	7 267 \$	24 828 \$	32 095 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 806 853	9 783	3 735	5 559	9 294
Prêts hypothécaires commerciaux	595 946	12 173	5 904	4 648	10 552
Prêts commerciaux et autres	1 539 893	82 063	47 650	25 818	73 468
Provision générale non attribuée	-	-	-	4 397	4 397
	11 850 012 \$	120 938 \$	64 556 \$	65 250 \$	129 806 \$

Au 31 octobre 2004					
En milliers de dollars	Montant brut		Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
	Montant brut des prêts	des prêts douteux			
Prêts personnels	3 638 991 \$	18 103 \$	10 059 \$	23 795 \$	33 854 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 509 022	13 199	3 935	5 832	9 767
Prêts hypothécaires commerciaux	604 085	15 482	6 064	3 625	9 689
Prêts commerciaux et autres	1 542 760	80 213	54 734	23 063	77 797
Provision générale non attribuée	-	-	-	8 935	8 935
	11 294 858 \$	126 997 \$	74 792 \$	65 250 \$	140 042 \$

B) PROVISIONS SPÉCIFIQUES POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars	Pour les exercices terminés les 31 octobre						
	2005						2004
	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Total des provisions spécifiques	Total des provisions spécifiques	
Solde en début d'exercice	10 059 \$	3 935 \$	6 064 \$	54 734 \$	74 792 \$	85 927 \$	
Provision pour pertes sur prêts	25 069	626	1 557	12 748	40 000	52 000	
Radiations	(33 020)	(1 097)	(1 724)	(20 160)	(56 001)	(67 887)	
Recouvrements	5 159	271	7	328	5 765	5 489	
Provision pour pertes sur prêts résultant de la cession des succursales	-	-	-	-	-	(737)	
Solde en fin d'exercice	7 267 \$	3 735 \$	5 904 \$	47 650 \$	64 556 \$	74 792 \$	

C) PROVISIONS GÉNÉRALES POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars	Pour les exercices terminés les 31 octobre							
	2005							2004
	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Provision générale non attribuée	Total des provisions générales	Total des provisions générales	
Solde en début d'exercice	23 795 \$	5 832 \$	3 625 \$	23 063 \$	8 935 \$	65 250 \$	77 250 \$	
Variation au cours de l'exercice	1 033	(273)	1 023	2 755	(4 538)	-	-	
Réduction de la provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	-	-	-	-	-	-	(12 000)	
Solde en fin d'exercice	24 828 \$	5 559 \$	4 648 \$	25 818 \$	4 397 \$	65 250 \$	65 250 \$	

4. TITRISATION DE PRÊTS

Au cours du quatrième trimestre, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, pour un montant de 104 570 000 \$, par la création de titres hypothécaires. La Banque a subséquemment vendu ces titres hypothécaires. La Banque a perçu relativement à cette cession un produit en espèces de 104 383 000 \$ et a constaté un gain de 1 921 000 \$, net des frais liés à la transaction, au poste Autres revenus. La Banque conserve également des droits relatifs aux intérêts excédentaires gagnés sur ces prêts hypothécaires titrisés, lesquels sont évalués à un montant de 5 217 000 \$. De plus, au cours du trimestre la Banque a titrisé pour 75 998 000 \$ de prêts hypothécaires résidentiels conventionnels en vertu d'un autre programme. Relativement à cette cession, la Banque a perçu un produit en espèces de 75 238 000 \$ et a constaté un gain de 2 301 000 \$, net des frais liés à la transaction, au poste Autres revenus. La Banque conserve des droits évalués à 2 145 000 \$ relatifs aux intérêts excédentaires sur ces prêts hypothécaires titrisés.

L'encours total des prêts titrisés s'élève à 702 718 000 \$ au 31 octobre 2005 (551 963 000 \$ au 31 octobre 2004).

5. RACHAT DE DÉBENTURES SUBORDONNÉES

Le 18 octobre 2005, la Banque a remboursé par anticipation la totalité de ses débentures à 8,90 %, série 6, échéant en 2010, d'un montant en capital global de 50 000 000 \$, plus les intérêts courus non versés jusqu'à la date de remboursement.

Le 15 décembre 2004, la Banque a remboursé par anticipation la totalité de ses débentures à 7,00 %, série 8, échéant en 2009, d'un montant nominal de référence de 100 000 000 \$, incluant les débentures de 49 475 000 \$ qu'elle avait rachetées au 31 octobre 2004, plus les intérêts courus non versés jusqu'à la date de remboursement.

6. CAPITAL-ACTIONS

Émissions d'actions ordinaires

Au cours du trimestre, 16 476 actions ordinaires (45 202 actions ordinaires au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005) ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions destiné aux dirigeants de la Banque, pour une contrepartie au comptant de 442 000 \$ (1 040 000 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005).

Émis et en circulation	Au 31 octobre 2005		Au 31 octobre 2004	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
En milliers de dollars, sauf le nombre d'actions				
Actions privilégiées de catégorie A ⁽¹⁾				
Série 9	4 000 000	100 000 \$	4 000 000	100 000 \$
Série 10	4 400 000	110 000	4 400 000	110 000
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000	8 400 000	210 000
Actions ordinaires	23 556 545	249 633	23 511 343	248 593
Actions de trésorerie	20 000	(590) \$	-	- \$

⁽¹⁾ Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

	Au 31 octobre 2005		Au 31 octobre 2004	
	Nombre		Nombre	
Options d'achat d'actions				
En circulation à la fin de l'exercice	429 037		476 089	
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	404 037		416 239	

Autres régimes de rémunération à base d'actions

Au cours du trimestre, la Banque a attribué 20 000 actions ordinaires en vertu d'un nouveau programme d'octroi d'actions lié à la performance. La charge de rémunération liée à ce programme sera constatée au cours de la période d'acquisition des droits jusqu'à janvier 2007. Relativement aux obligations en vertu de ce programme, 20 000 actions ordinaires ont été acquises sur le marché libre et sont détenues en fiducie. Ces actions sont présentées au titre d'actions de trésorerie, en diminution des capitaux propres.

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

En milliers de dollars	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 octobre		Pour les exercices terminés les 31 octobre	
	2005	2004	2005	2004
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	3 378 \$	2 159 \$	13 408 \$	11 615 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	551	469	2 183	1 970
Charge liée aux autres régimes	628	676	2 497	2 623
Total	4 557 \$	3 304 \$	18 088 \$	16 208 \$

8. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Au cours du trimestre, les montants utilisés se sont élevés à 77 000 \$ (501 000 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005). Le solde des frais de restructuration au 31 octobre 2005 s'établissait à 1 173 000 \$ (2 371 000 \$ au 31 octobre 2004). Au cours des précédents trimestres de l'exercice, une provision de restructuration au titre de loyers demeurant exigibles, initialement constituée le 31 octobre 2003, a été réduite pour un montant de 697 000 \$ dû à l'ajustement du niveau d'occupation anticipé de certains locaux.

9 . INFORMATION SECTORIELLE

Pour la période de trois mois terminée le
31 octobre 2005

En milliers de dollars	SFAP ⁽²⁾	SFAE	B2B ⁽²⁾	VMBL	Autres ⁽²⁾	Total
Revenu net d'intérêt	64 443 \$	14 195 \$	14 127 \$	292 \$	(7 645) \$	85 412 \$
Autres revenus	22 925	7 381	3 570	5 660	8 864	48 400
Revenu total	87 368	21 576	17 697	5 952	1 219	133 812
Provision pour pertes sur prêts	5 126	4 957	1 667	-	-	11 750
Frais autres que d'intérêt	70 745	10 238	9 441	4 255	4 331	99 010
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur le revenu	11 497	6 381	6 589	1 697	(3 112)	23 052
Impôts sur le revenu (récupération)	4 016	2 272	2 238	586	(3 470)	5 642
Revenu découlant des activités poursuivies	7 481	4 109	4 351	1 111	358	17 410
Revenu découlant des activités abandonnées, net des impôts sur le revenu	4 422	-	-	-	(273)	4 149
Revenu net	11 903 \$	4 109 \$	4 351 \$	1 111 \$	85 \$	21 559 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	7 938 238 \$	2 255 775 \$	2 511 238 \$	1 274 537 \$	2 450 951 \$	16 430 739 \$
Prêts moyens ⁽¹⁾	7 728 934 \$	2 045 642 \$	2 484 708 \$	- \$	(601 503) \$	11 657 781 \$
Dépôts moyens ⁽¹⁾	9 409 441 \$	100 952 \$	2 210 174 \$	- \$	2 039 153 \$	13 759 720 \$

Pour la période de trois mois terminée le
31 juillet 2005

En milliers de dollars	SFAP ⁽²⁾	SFAE	B2B ⁽²⁾	VMBL	Autres ⁽²⁾	Total
Revenu net d'intérêt	63 387 \$	14 180 \$	14 123 \$	299 \$	(6 509) \$	85 480 \$
Autres revenus	22 282	7 281	3 388	4 756	7 924	45 631
Revenu total	85 669	21 461	17 511	5 055	1 415	131 111
Provision pour pertes sur prêts	4 871	3 146	1 733	-	-	9 750
Frais autres que d'intérêt	71 193	9 829	9 207	4 085	4 180	98 494
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur le revenu	9 605	8 486	6 571	970	(2 765)	22 867
Impôts sur le revenu (récupération)	3 346	3 008	2 234	331	(1 259)	7 660
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies	6 259	5 478	4 337	639	(1 506)	15 207
Revenu découlant des activités abandonnées, net des impôts sur le revenu	-	-	-	-	600	600
Revenu net	6 259 \$	5 478 \$	4 337 \$	639 \$	(906) \$	15 807 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	7 781 862 \$	2 195 513 \$	2 466 553 \$	1 602 932 \$	2 379 217 \$	16 426 077 \$
Prêts moyens ⁽¹⁾	7 580 146 \$	1 994 542 \$	2 442 112 \$	- \$	(440 221) \$	11 576 579 \$
Dépôts moyens ⁽¹⁾	9 459 250 \$	97 851 \$	2 205 265 \$	- \$	1 593 543 \$	13 355 909 \$

Pour la période de trois mois terminée le
31 octobre 2004

En milliers de dollars	SFAP ⁽²⁾	SFAE	B2B ⁽²⁾	VMBL	Autres ⁽²⁾	Total
Revenu net d'intérêt	58 617 \$	13 691 \$	11 822 \$	334 \$	(14 432) \$	70 032 \$
Autres revenus	20 219	8 268	3 706	6 533	165	38 891
Revenu total	78 836	21 959	15 528	6 867	(14 267)	108 923
Provision pour pertes sur prêts	5 066	2 272	1 550	-	-	8 888
Frais autres que d'intérêt	67 892	8 894	8 841	5 503	157	91 287
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu	5 878	10 793	5 137	1 364	(14 424)	8 748
Impôts sur le revenu (récupération)	1 943	3 832	1 742	79	(5 978)	1 618
Revenu net	3 935 \$	6 961 \$	3 395 \$	1 285 \$	(8 446) \$	7 130 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	7 449 484 \$	2 304 221 \$	2 326 154 \$	1 487 091 \$	2 751 169 \$	16 318 119 \$
Prêts moyens ⁽¹⁾	7 205 699 \$	2 044 871 \$	2 301 240 \$	7 \$	(449 486) \$	11 102 331 \$
Dépôts moyens ⁽¹⁾	9 354 573 \$	85 734 \$	2 242 237 \$	24 \$	1 309 887 \$	12 992 455 \$

9. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

 Pour l'exercice terminé le
31 octobre 2005

En milliers de dollars	SFAP ⁽²⁾	SFAE	B2B ⁽²⁾	VMBL ⁽³⁾	Autres ⁽²⁾	Total
Revenu net d'intérêt	250 055 \$	56 174 \$	55 194 \$	1 290 \$	(37 022) \$	325 691 \$
Autres revenus	87 528	29 112	13 947	21 361	24 423	176 371
Revenu total	337 583	85 286	69 141	22 651	(12 599)	502 062
Provision pour pertes sur prêts	20 685	13 107	6 208	-	-	40 000
Frais autres que d'intérêt	277 856	38 745	38 275	17 535	9 540	381 951
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur le revenu	39 042	33 434	24 658	5 116	(22 139)	80 111
Impôts sur le revenu (récupération)	13 616	11 797	8 377	1 733	(11 035)	24 488
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies	25 426	21 637	16 281	3 383	(11 104)	55 623
Revenu découlant des activités abandonnées, net des impôts sur le revenu	4 422	-	-	-	5 237	9 659
Revenu net	29 848 \$	21 637 \$	16 281 \$	3 383 \$	(5 867) \$	65 282 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	7 697 432 \$	2 221 761 \$	2 438 147 \$	1 439 039 \$	2 531 155 \$	16 327 534 \$
Prêts moyens ⁽¹⁾	7 490 265 \$	2 006 398 \$	2 414 217 \$	3 \$	(464 456) \$	11 446 427 \$
Dépôts moyens ⁽¹⁾	9 433 089 \$	92 137 \$	2 239 732 \$	- \$	1 584 603 \$	13 349 561 \$

 Pour l'exercice terminé le
31 octobre 2004

En milliers de dollars	SFAP ⁽²⁾	SFAE	B2B ⁽²⁾	VMBL	Autres ⁽²⁾	Total
Revenu net d'intérêt	233 650 \$	56 860 \$	48 846 \$	1 344 \$	(73 506) \$	267 194 \$
Autres revenus	85 774	32 384	14 878	26 030	39 883	198 949
Revenu total	319 424	89 244	63 724	27 374	(33 623)	466 143
Provision pour pertes sur prêts	19 663	15 646	4 691	-	-	40 000
Frais autres que d'intérêt	265 607	35 993	37 215	21 456	9 448	369 719
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	34 154	37 605	21 818	5 918	(43 071)	56 424
Impôts sur le revenu (récupération)	11 911	13 176	7 432	1 644	(19 526)	14 637
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	-	-	1 916	-	-	1 916
Revenu net	22 243 \$	24 429 \$	12 470 \$	4 274 \$	(23 545) \$	39 871 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	7 309 320 \$	2 370 500 \$	2 314 738 \$	1 451 752 \$	2 880 441 \$	16 326 751 \$
Prêts moyens ⁽¹⁾	7 119 845 \$	2 052 924 \$	2 292 772 \$	8 \$	(494 636) \$	10 970 913 \$
Dépôts moyens ⁽¹⁾	9 230 089 \$	85 065 \$	2 275 396 \$	133 \$	1 293 339 \$	12 884 022 \$

SFAP - Les Services financiers aux particuliers couvrent toute la gamme des produits d'épargne, d'investissement, de financement et de produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de vente et les dépôts provenant de courtiers, dans tout le Canada. Ce secteur d'activité englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance et les services de fiducie.

SFAE - Les Services financiers aux entreprises offrent le financement commercial et des financements plus importants au sein de syndicats bancaires, ainsi que du financement hypothécaire commercial, du crédit-bail, de l'affacturage et d'autres services.

B2B - Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers indépendants et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada.

VMBL - Le secteur VMBL comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. et jusqu'au 31 décembre 2004, les opérations de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Autres - La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.

⁽¹⁾ Les éléments d'actif et de passif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

⁽²⁾ Depuis le 1^{er} novembre 2004, les résultats liés aux prêts hypothécaires souscrits par l'entremise de courtiers sont maintenant inclus dans le secteur d'activité B2B Trust, alors qu'auparavant, ils étaient inclus dans le secteur SFAP. De plus, les activités de trésorerie du secteur B2B Trust ont été intégrées aux activités de trésorerie de la Banque et certains autres éléments liés aux activités corporatives ont été retraités dans la catégorie Autres. Les données comparatives ont été redressées en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

⁽³⁾ Les résultats du premier trimestre 2005 incluent une contribution de 0,03 million \$ provenant de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. pour les deux mois précédant la cession (note 2).

Autres revenus

En milliers de dollars (non vérifiés)	T4	T3	T2	T1	2005 Total
Frais et commissions sur prêts et dépôts					
Frais bancaires sur les dépôts	11 960 \$	12 096 \$	12 145 \$	11 538 \$	47 739 \$
Commissions sur prêts	7 693	7 666	7 517	7 499	30 375
Commissions sur carte de crédit	3 036	3 022	2 483	2 509	11 050
Sous-total - frais et commissions sur prêts et dépôts	22 689	22 784	22 145	21 546	89 164
Autres					
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	4 805	5 637	1 566	4 215	16 223
Activités de courtage	5 603	4 734	4 899	4 931	20 167
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	2 335	2 165	2 238	2 832	9 570
Revenus de régimes enregistrés autogérés	3 008	2 839	3 023	2 960	11 830
Revenus d'assurance	2 510	1 515	2 004	1 658	7 687
Revenus de titrisation	4 852	3 032	719	3 061	11 664
Autres	2 598	2 925	2 297	2 246	10 066
Sous-total - autres	25 711	22 847	16 746	21 903	87 207
Total - autres revenus	48 400 \$	45 631 \$	38 891 \$	43 449 \$	176 371 \$
En % de l'actif moyen	1,17 %	1,10 %	0,99 %	1,05 %	1,08 %
En milliers de dollars (non vérifiés)	T4	T3	T2	T1	2004 Total
Frais et commissions sur prêts et dépôts					
Frais bancaires sur les dépôts	11 317 \$	11 461 \$	11 728 \$	11 311 \$	45 817 \$
Commissions sur prêts	8 255	7 487	8 572	7 814	32 128
Commissions sur carte de crédit	2 491	3 128	2 530	3 089	11 238
Sous-total - frais et commissions sur prêts et dépôts	22 063	22 076	22 830	22 214	89 183
Autres					
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	789	5 734	11 391	12 706	30 620
Activités de courtage	5 060	4 579	5 128	5 456	20 223
Gain sur cessions	-	9 082	4 435	-	13 517
Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement	3 182	3 140	3 582	2 982	12 886
Revenus de régimes enregistrés autogérés	2 979	2 885	3 326	3 051	12 241
Revenus d'assurance	1 504	1 141	1 591	1 825	6 061
Revenus de titrisation	266	2 191	1 713	267	4 437
Autres	3 048	2 085	2 647	2 001	9 781
Sous-total - autres	16 828	30 837	33 813	28 288	109 766
Total - autres revenus	38 891 \$	52 913 \$	56 643 \$	50 502 \$	198 949 \$
En % de l'actif moyen	0,95 %	1,31 %	1,41 %	1,22 %	1,22 %

Frais autres que d'intérêt

En milliers de dollars (non vérifiés)	T4	T3	T2	T1	2005 Total
Salaires et avantages sociaux	51 091 \$	50 618 \$	45 647 \$	44 807 \$	192 163 \$
Frais de locaux et technologie					
Amortissement	6 799	6 624	7 462	7 475	28 360
Loyers et impôts fonciers	8 092	8 253	8 389	8 387	33 121
Équipements et services informatiques	9 712	9 608	9 036	9 243	37 599
Entretien et réparation	1 436	1 222	1 550	1 131	5 339
Services d'utilité publique	231	220	333	276	1 060
Autres	1 248	540	(62)	354	2 080
Sous-total - locaux et technologie	27 518	26 467	26 708	26 866	107 559
Autres frais					
Taxes et assurances	5 458	5 989	5 691	6 447	23 585
Honoraires et commissions	4 576	4 435	3 965	3 545	16 521
Communications et frais de déplacement	4 331	4 539	4 362	4 373	17 605
Publicité et développement des affaires	2 531	4 008	3 736	2 935	13 210
Articles de bureau et publications	1 402	1 312	1 603	1 705	6 022
Recrutement et formation	586	612	493	643	2 334
Autres	1 517	514	554	367	2 952
Sous-total - autres frais	20 401	21 409	20 404	20 015	82 229
Total - frais autres que d'intérêt	99 010 \$	98 494 \$	92 759 \$	91 688 \$	381 951 \$
En % de l'actif moyen	2,39 %	2,38 %	2,37 %	2,22 %	2,34 %

En milliers de dollars (non vérifiés)	T4	T3	T2	T1	2004 Total
Salaires et avantages sociaux	44 617 \$	46 330 \$	45 844 \$	46 138 \$	182 929 \$
Frais de locaux et technologie					
Amortissement	7 740	8 000	9 345	9 412	34 497
Loyers et impôts fonciers	8 373	8 442	8 433	8 116	33 364
Équipements et services informatiques	9 585	6 750	6 960	6 824	30 119
Entretien et réparation	1 477	1 068	1 292	994	4 831
Services d'utilité publique	193	212	344	277	1 026
Autres	(1 067)	577	624	711	845
Sous-total - locaux et technologie	26 301	25 049	26 998	26 334	104 682
Autres frais					
Taxes et assurances	5 488	5 381	7 454	6 771	25 094
Honoraires et commissions	4 925	4 319	4 447	3 431	17 122
Communications et frais de déplacement	3 755	4 187	3 962	4 167	16 071
Publicité et développement des affaires	3 239	3 438	2 527	2 410	11 614
Articles de bureau et publications	1 470	1 445	1 766	1 333	6 014
Recrutement et formation	567	328	519	779	2 193
Autres	925	1 023	649	1 403	4 000
Sous-total - autres frais	20 369	20 121	21 324	20 294	82 108
Total - frais autres que d'intérêt	91 287 \$	91 500 \$	94 166 \$	92 766 \$	369 719 \$
En % de l'actif moyen	2,23 %	2,26 %	2,34 %	2,24 %	2,26 %

Capital réglementaire - BRI

En milliers de dollars (non vérifié)	Au 31 octobre 2005	Au 31 octobre 2004
Capital de première catégorie		
Actions ordinaires	249 043 \$	248 593 \$
Surplus d'apport	73	-
Bénéfices non répartis	454 124	428 159
Actions privilégiées non cumulatives	210 000	209 685
Participation sans contrôle dans des filiales	6 715	6 333
Moins : écarts d'acquisition	(53 790)	(54 029)
Total - capital de première catégorie (A)	866 165	838 741
Capital de seconde catégorie		
Actions privilégiées non cumulatives ⁽¹⁾	-	315
Débentures subordonnées	150 000	250 525
Provisions générales	65 250	65 250
Total - capital de seconde catégorie	215 250	316 090
Investissement dans une société satellite, titrisation et autres	(32 364)	(41 016)
Capital réglementaire - BRI (B)	1 049 051 \$	1 113 815 \$
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (C)	8 522 568 \$	7 985 731 \$
Ratio BRI de première catégorie (A/C)	10,2 %	10,5 %
Ratio BRI total (B/C)	12,3 %	14,0 %
Ratio actif / fonds propres	15,8 x	15,0 x
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques	7,5 %	7,6 %

⁽¹⁾ Représente le montant des actions privilégiées excédant 25% du capital de première catégorie.

Actif pondéré en fonction des risques

En milliers de dollars (non vérifié)	Au 31 octobre 2005	Au 31 octobre 2004
ÉLÉMENTS INSCRITS AU BILAN		
Liquidités	87 652 \$	68 268 \$
Valeurs mobilières	396 881	255 088
Prêts hypothécaires	2 328 913	2 123 238
Autres prêts et engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 063 069	4 827 273
Autres éléments d'actifs	496 652	542 900
Provisions générales	65 250	65 250
Total - éléments inscrits au bilan	8 438 417	7 882 017
ÉLÉMENTS HORS BILAN		
Produits dérivés	33 040	50 185
Engagements de crédit	51 111	53 529
Total - actif pondéré en fonction des risques	8 522 568 \$	7 985 731 \$

Actif administré

En milliers de dollars (non vérifié)	Au 31 octobre 2005	Au 31 octobre 2004
REER et FERR autogérés	7 958 593 \$	8 378 207 \$
Institutionnels	1 808 809	2 695 221
Actifs de courtage de clients	1 622 608	1 390 073
Fonds communs de placement	1 212 810	1 331 900
Prêts hypothécaires sous gestion	843 015	799 663
Autres - Particuliers	319 683	283 432
Total - actif administré	13 765 518 \$	14 878 496 \$